



CONDITIONS GÉNÉRALES

I. DÉFINITIONS

« Abonnement » désigne le montant que le Client s'engage à payer au Prestataire en contrepartie de l'accès au Produit, de l'assistance du service de support du Prestataire, de l'hébergement et des mises à jour correctives et évolutives du Produit.

« Applications Tierces » désigne les applications web en ligne et les produits logiciels fournis par des tiers qui communiquent et fonctionnent avec le Produit.

« Ateliers de conception » désigne l'ensembles des réunions de travail post contrat permettant de préciser les contours du projet ainsi que les choix de paramétrage.

« Calendrier » désigne les dates de réalisation d'un Projet indiquées dans la Commande ou ses annexes.

« Client » désigne la ou les sociétés ayant signé le Contrat avec le Prestataire.

« Code Malveillant » désigne des virus, vers, bombes programmées, chevaux de Troie et autres codes, fichiers, scripts, agents ou programmes nuisibles ou malveillants.

« Contrat » désigne les documents contractuels suivants classés par ordre hiérarchique décroissant : conditions particulières des Commandes, les Commandes, les présentes conditions générales et les annexes à celles-ci.

« Commande » désigne tout document, bon de commande ou avenant qui décrit le Produit, les Modules et/ou les Services que le Client souhaite commander au Prestataire et qui précise les conditions particulières de la relation contractuelle du Prestataire et du Client notamment (mais pas seulement) en ce qui concerne le périmètre d'usage du Produit et de ses Modules, la nature des Services souscrits, les conditions financières ainsi que l'éventuel Calendrier.

« Date de Livraison » désigne la date à laquelle les codes d'accès au(x) Module(s) sont fournis par le Prestataire au Client.

« Données » désigne toutes les données ou informations du Client échangées dans le cadre du Contrat.

« Dossier d'Analyse » désigne pour chaque Module et/ou Projet les documents de spécifications détaillées des Services à mettre en œuvre par le Prestataire sur la base de la Commande et suite aux ateliers de conception.

« Heures Ouvrées » désigne, au sein de chaque Jour Ouvré, la plage horaire s'étendant de 9 heures à 17h30 du lundi au vendredi (heures de la métropole française).

« Informations Confidentielles » désigne toutes les informations confidentielles divulguées oralement ou par écrit par une partie (ci-après désignée la « Partie Émettrice ») à l'autre partie (ci-après désignée la « Partie Destinataire ») qui sont désignées comme telles ou dont la nature et les circonstances de divulgation doivent raisonnablement amener à les considérer comme confidentielles. Les Données sont des Informations Confidentielles. Le Produit et les Services du Prestataire constituent également des Informations Confidentielles. Les Informations Confidentielles de chaque Partie comprennent les dispositions du Contrat, ainsi que les business plans et les plans de commercialisation, les informations à caractère technique ou technologique, les plans et dessins de produits et les processus opérationnels divulgués par une Partie. Toutefois, les Informations Confidentielles ne comprennent aucune information qui (i) est ou tombe dans le domaine public sans violation d'aucune obligation à l'égard de la Partie Émettrice, (ii) était connue de la Partie Destinataire avant sa communication par la Partie Émettrice sans violation d'aucune obligation à l'égard de celle-ci, (iii) est communiquée par un tiers sans violation d'une obligation à l'égard de la Partie Émettrice, ou (iv) a été indépendamment développée par la Partie Destinataire.

« Jours Ouvrés » désigne le lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi de chaque semaine de l'année à l'exception des jours fériés légaux en France.

« Module » désigne un composant fonctionnel du Produit. Les Modules du Produit utilisés par le Client dans le cadre du Contrat sont précisés dans la Commande.

« Phase d'Intégration » désigne l'ensemble des phases de mise en place d'un ou plusieurs Module(s) du Produit dans le cadre d'un même Projet (analyse, paramétrage et développement).

« Prestataire » désigne la société désignée comme tel dans la Commande.

« Produit » désigne la solution modulaire de pilotage, de gestion et d'animation réseau dont la dénomination commerciale est « Synergiee » qui est visée par la Commande et ses éventuelles annexes.

« Projet » désigne un projet d'intégration d'un ou plusieurs Module(s) du Produit conformément aux besoins exprimés par le Client dans la Commande ou ses annexes et éventuellement complétées par les Spécifications.



« Recette » désigne l'action réalisée par le Client qui vise à valider le bon fonctionnement d'un Produit à l'issue de la Phase d'Intégration.

« Services » désigne les services auxquels le Client a souscrit dans la Commande et ses annexes que ce soit dans le cadre d'un Projet ou non.

« Site » désigne toute entité du Client, de ses franchisés ou de ses adhérents telle que point de vente, immeuble ou agence qui est gérée par le Produit.

« Spécifications » : désigne, pour chaque Produit et/ou Projet le périmètre et le contenu des Modules et Services à mettre en œuvre. Dans le cas où un Dossier d'Analyse existe et a été validé par le Client, les Spécifications sont définies entièrement et exclusivement par le Dossier d'Analyse.

« Success Plan » : « Success Plan » : désigne, un forfait d'heures souscrit permettant la réalisation de prestations, le traitement de demandes spécifiques. Ce volume d'heure doit être consommé dans les 12 mois suivant la commande sans report possible.

« Utilisateurs » désigne les personnes physiques autorisées par le Client à utiliser le Produit auxquelles un identifiant utilisateur et un mot de passe ont été attribués, étant entendu que les Utilisateurs peuvent comprendre les salariés du Client ainsi que les sous-traitants et les franchisés ou adhérents avec lesquels le Client est en relation d'affaires dans la mesure où ces derniers s'engagent à respecter les termes et conditions du Contrat.

II. OBJET

Le Prestataire s'engage à mettre le Produit à disposition du Client à partir de la Date de Livraison, et à prester les Services, conformément au Contrat et pour la durée de celui-ci.

III. UTILISATION DES SERVICES

A. Obligations du Prestataire. Le Prestataire s'engage, dans le cadre d'une obligation de moyen, vis-à-vis du Client à : (i) faire ses meilleurs efforts pour que le Produit soit disponible vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept, sauf : (a) en cas de périodes d'indisponibilité programmées (pour lesquelles le Prestataire s'engage à donner un préavis d'au moins vingt-quatre (24) Heures Ouvrées), ou (b) en cas d'indisponibilité due à des circonstances indépendantes de la volonté du Prestataire, notamment cas fortuit, acte de la puissance publique, inondation, incendie, tremblement de terre, troubles civils, acte terroriste, grève ou autres conflits sociaux, la mise en liquidation de l'hébergeur, ou les défaillances ou retards dans les transmissions par les réseaux de télécommunication, (ii)

prendre toutes mesures commercialement raisonnables au vue de l'état de l'art pour prévenir l'accès non autorisé ou l'utilisation non autorisée aux Données, et (iii) ne fournir le Produit et les Services que conformément aux lois et règlements applicables.

B. Obligations du Client. Le Client s'engage vis-à-vis du Prestataire à : (i) ce que les Utilisateurs respectent les termes et conditions du Contrat, (ii) assumer l'entière responsabilité de l'exactitude, de la qualité, de l'intégrité et de la légalité de ses Données et des moyens par lesquels elle les a acquises, (iii) prendre toutes mesures raisonnables pour prévenir l'accès non autorisé ou l'utilisation non autorisée au Produit et à informer rapidement le Prestataire en cas d'accès non autorisé ou d'utilisation non autorisée, (iv) à prendre toutes les mesures pour préserver la confidentialité de ses codes d'accès, (v) utiliser le Produit et les Services conformément aux législations et réglementations applicables ainsi qu'aux éventuelles procédures d'utilisation spécifiques communiquées par le Prestataire, (vi) limiter l'accès au Produit exclusivement aux Utilisateurs, (vii) ne pas vendre, revendre ou louer le Produit, (viii) ne pas utiliser le Produit pour enregistrer ou transmettre des éléments illicites, diffamatoires ou autrement illégaux ou délictueux ou pour enregistrer ou transmettre des éléments en violation du droit d'un tiers au respect de sa vie privée, (ix) ne pas utiliser le Produit et les Services pour enregistrer ou transmettre un Code Malveillant, (x) ne pas altérer ou perturber l'intégrité ou l'exécution du Produit ou des données tierces qui y sont contenues, et (xi) ne pas tenter d'obtenir un accès non autorisé au Produit ou aux systèmes ou réseaux qui leur sont associés et (xii) disposer d'un accès internet et d'un navigateur permettant des performances en adéquation avec l'usage du Produit.

C. Limites à l'utilisation. L'abonnement comprend un stockage maximum de pièces jointes de 300 Mo par Site. Le coût du Go supplémentaire de stockage est de 0,1€ HT par mois.

Concernant les données, au delà des durées ci-dessous, elles pourront être archivées :

Données Financières – 10 ans

Données Juridiques – 10 ans

Données Commerciales - 5 ans

Données Techniques – 3 ans

Données Achats - 5 ans

D. Support. Le Prestataire s'engage vis-à-vis du Client à offrir un support via l'outil de ticketing intégré au « Produit ». Le Client reconnaît que l'envoi d'une information complète sur chaque incident est critique pour permettre au Prestataire de fournir un support adéquat. Pour chaque incident, le Client s'efforcera à envoyer une requête d'intervention comprenant un rapport complet de l'incident, en ce compris notamment (i) la date et heure de l'incident, (ii) l'identité complète de l'auteur de la requête (en ce compris toutes ses



coordonnées de contact), (iii) le niveau de priorité suggéré, et (iv) une description détaillée de l'incident comprenant notamment une description de la fonctionnalité affectée par l'incident, une impression de tous écrans pertinents pour l'incident et les différentes étapes qui ont été suivies pour produire l'incident. Le Client accepte de coopérer activement à la reproduction de l'incident en suivant les instructions du Prestataire données à cette fin. Le Client pourra désigner jusqu'à cinq (5) Utilisateurs, préalablement formés à l'usage du Produit, qui seront habilités à créer des requêtes d'intervention. Toute demande de support doit être créée via la page prévue à cet effet et intégrée au « Produit »

D. Validation des livrables. Le Client s'engage à valider le Dossier d'Analyse dans les dix (10) Jours Ouvrés. Passé ce délai, le Dossier d'Analyse sera considéré comme validé par le Client. A l'issue de la Phase d'intégration, le Prestataire signifiera la mise à disposition du Produit conformément aux Spécifications par l'établissement d'un procès-verbal de livraison. Le Client dispose alors d'un délai d'un (1) mois pour procéder à la Recette. Au cours de ce délai, le Client peut faire remonter tout écart par rapport aux Spécifications. Passé ce délai, le Prestataire ne sera pas tenu d'apporter les modifications demandées.

F. Autorisation. Nonobstant toute clause contraire, le Client autorise le Prestataire à intervenir sur sa base de données pour toute prestation en relation avec ce Contrat (comme, par exemple, la maintenance du Produit ou les Services).

IV. FOURNISSEURS TIERS

A. Applications Tierces. Dans l'hypothèse où le Client installerait ou activerait des Applications Tierces en vue de les utiliser avec le Produit, le Client autorise les fournisseurs de ces Applications Tierces à accéder à ses Données dans la mesure nécessaire au fonctionnement de ces Applications Tierces avec le Produit. Le Prestataire décline toute responsabilité relative à la divulgation, la modification ou la suppression des Données du Client résultant d'un tel accès par des fournisseurs d'Applications Tierces.

B. Services de Google. Les fonctionnalités du Produit qui fonctionnent et communiquent avec les services de Google dépendent de la disponibilité continue de l'interface de programmation ou du programme de Google à utiliser avec le Produit. Si Google Inc. cesse de mettre à disposition l'interface de programmation ou le programme de Google à des conditions raisonnables, le Prestataire se réserve le droit de cesser de fournir ces fonctionnalités sans que le Client ait le droit à un remboursement, une note de crédit ou toute autre contrepartie.

V. CONDITIONS FINANCIERES

A. Montants à payer. Le Client s'engage à payer les montants repris dans la Commande. Ces montants n'incluent pas les coûts de télécommunications et d'accès à Internet permettant l'utilisation du Produit qui sont à charge du Client. Ces montants seront majorés des taxes, impôts, droits ou autres impositions similaires de toute nature, à l'exception des impôts et taxes sur les bénéfices, biens et salariés du Prestataire. Un montant déplacement sera appliqué pour toute prestation réalisée sur le site du Client, à savoir : (i) 75€ H.T. pour un déplacement en Ile de France, (ii) 100€ H.T. pour un déplacement dans toute ville de plus de 100 000 habitants (en ce compris son agglomération) hors Ile de France, (iii) 150€ H.T. dans les autres villes de la métropole française, (iv) frais réels plus 60€ H.T. par heure de trajet pour un déplacement hors métropole française. Ce forfait déplacement sera facturé après l'accomplissement du déplacement. En cas d'annulation de part du client à moins de 10 jours d'une formation ou à moins de 7 jours d'un atelier de travail, les frais de déplacement engagés seront facturés par le prestataire. Il est expressément convenu que le Prestataire pourra suspendre l'accès au Produit après expiration d'un délai de vingt (20) jours à compter de l'envoi d'une mise en demeure de payer une facture échue restée infructueuse.

B. Débit ou abandon d'une formation. En cas de débit de la part du client à moins de 10 jours avant le début de la formation, ou abandon en cours de session, le prestataire sera fondé à facturer sur le coût total, les sommes qu'il aura réellement dépensées ou engagées pour la réalisation de ladite formation.

C. Délai de paiement. Les factures du Prestataire sont payables à trente (30) jours, date de facture.

D. Indexation. Les parties conviennent que les montants repris dans la Commande seront indexés chaque année à la date anniversaire de la Commande, sur la base de la variation de l'indice SYNTEC selon la formule $P = Po \cdot (S/So)$ dans laquelle : P est le montant après révision, Po est le montant à la date de signature de la Commande, S est le plus récent indice SYNTEC publié à la date de révision, So est l'indice SYNTEC applicable à la date de signature de la Commande.

E. Paiement tardif. Conformément à l'article L.441-6 du Code de Commerce, en cas de non-paiement de tout ou partie des redevances dans les délais contractuels, toute somme impayée produira de plein droit (i) des intérêts de retard à compter du jour suivant la date de règlement figurant sur la facture jusqu'à la date de son paiement intégral en principal et (ii) des intérêts, frais et accessoires, à un taux égal à trois (3) fois le taux d'intérêt légal, sans qu'un rappel soit nécessaire et sans préjudice des dommages-intérêts que le Prestataire se réserve le droit de solliciter de manière judiciaire. Conformément



aux articles L.441-6 et L.442-6 du Code de commerce, une « indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement » dont le montant actuel de 40 euros est fixé à l'article D.441-5 du Code de commerce sera exigible de plein droit. Conformément à l'article L.441-6 du Code de Commerce, les frais de recouvrement, justifiés sur facture, des sommes impayées par le Client (frais de procédure, dépens, débours et honoraires d'avocat et d'huissier) sont réputés constituer un accessoire de la créance du Prestataire et sont intégralement à la charge du Client.

VI. DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET AUTRES DROITS

Sauf disposition expresse contraire, le Prestataire se réserve tous les droits sur le Produit et les Services, en ce compris tous les droits de propriété intellectuelle. Le Client s'engage (i) à n'autoriser aucun tiers à accéder au Produit, (ii) à ne pas créer d'œuvres dérivées du Produit, (iii) à ne copier ou reproduire dans des cadres ou sur des sites miroirs aucune partie ni aucun contenu du Produit, hormis les copies ou cadrages réalisés sur l'intranet du Client ou autrement pour les propres besoins internes du Client, (iv) à ne pas effectuer d'ingénierie inverse du Produit et (v) à ne pas accéder au Produit pour (a) construire un produit ou service concurrent ou (b) copier toutes fonctionnalités, fonctions ou tous attributs graphiques du Produit. Le Client détient, en revanche, de manière exclusive tous les droits sur l'ensemble des Données. Le Client concède au Prestataire une licence gratuite d'utilisation (en ce compris l'incorporation dans le Produit et les Services) de toutes les améliorations ou adaptations ou autres retours d'information qu'il communiquerait au Prestataire relativement au fonctionnement du Produit, y compris celles provenant des Utilisateurs. Cette licence est mondiale et conclue pour toute la durée des droits du Client sur ces améliorations, suggestions ou autres informations, et elle est cessible avec droit de sous-licence.

VII. CONFIDENTIALITÉ

A. Informations confidentielles. Sauf autorisation écrite de la Partie Émettrice, la Partie Destinataire s'engage (i) à prendre des précautions équivalentes à celles qu'elle prend pour préserver la confidentialité de ses propres informations confidentielles de nature similaire pour que les Informations Confidentielles de la Partie Émettrice ne soient ni divulguées ni utilisées à d'autres fins que celles prévues dans le cadre du Contrat, et (ii) à limiter l'accès aux Informations Confidentielles de la Partie Émettrice à ses salariés et contractants qui ont besoin d'y accéder à des fins conformes au Contrat et qui ont signé des accords de confidentialité avec la Partie Destinataire prévoyant des protections au moins aussi strictes que celles prévues dans le Contrat. Sans préjudice de ce qui précède, le Prestataire s'engage à appliquer les mesures administratives, physiques et techniques raisonnables au vu de l'état de l'art pour préserver la sécurité, la

confidentialité et l'intégrité des Données. Le Prestataire s'interdit (a) de modifier ces Données, et (b) de divulguer ces Données sauf si le Prestataire y est légalement contraint ou si le Prestataire y est expressément autorisé par le Client ou à des fins statistiques pour autant qu'elles soient rendues anonymes. Nonobstant toute disposition contraire, chaque Partie autorise l'autre Partie à faire état dans sa communication institutionnelle, promotionnelle et/ou publicitaire de sa relation commerciale avec l'autre Partie et d'utiliser à cette fin la dénomination de l'autre Partie.

B. Données personnelles. Les Parties reconnaissent que le Prestataire peut avoir à traiter des données personnelles pour le compte du Client. A cet égard, il est expressément convenu que le Prestataire agira en qualité de sous-traitant sur les seules instructions du Client dans le cadre de l'Annexe I aux présentes. Le Prestataire s'engage à mettre en œuvre les mesures techniques et d'organisation appropriées pour protéger les données à caractère personnel contre la destruction accidentelle ou illicite, la perte accidentelle, l'altération, la diffusion ou l'accès non autorisés, ainsi que contre toute autre forme de traitement illicite.

VIII. GARANTIES ET EXCLUSIONS

A. Garanties du Prestataire. Le Prestataire garantit, sous réserve de l'article IV. B ci-dessus, que les fonctionnalités du Produit ne seront pas significativement diminuées pendant la durée du Contrat. En cas de violation de cette garantie, le Client aura comme seul recours le droit de résilier le Contrat conformément à l'article X. B ci-dessous.

B. Garantie de jouissance paisible et de non-contrefaçon – Le Prestataire garantit qu'à sa connaissance la production ou l'exploitation du Produit ne porte pas atteinte aux droits des tiers, notamment qu'elle ne constitue ni une contrefaçon, ni un acte de concurrence déloyale. Le Prestataire garantit le Client de tout recours ou revendication en contrefaçon notamment qui pourraient être intentés contre le Client, à l'occasion de l'exercice des droits lui étant consentis par le Contrat, pour autant que (i) le Client informe le Prestataire sans délai de toute menace, plainte, recours ou revendication de la part d'un tiers alléguant d'une contrefaçon par le Produit de ses droits de propriété intellectuelle (ci-après le « Tiers »), et (ii) le Client apporte son assistance dans le cadre du règlement du recours ou de la revendication du Tiers. Le Prestataire assurera, à ses frais, sous son contrôle et avec l'assistance du Client, la défense à opposer à la demande du Tiers. Le Client s'interdit de transiger seul le litige avec le Tiers et/ou de conduire seul la défense du litige diligenté contre lui par le Tiers. Le Prestataire prendra à sa charge l'intégralité des montants à verser au Tiers qui seraient susceptibles



d'être mis à la charge du Client ainsi que les frais de défense étant entendu que le Prestataire désignera le ou les avocats mandaté(s) dans le cadre du règlement du recours ou de la revendication du Tiers. Le Client gardera à sa charge les frais qu'il a exposés dans le cadre de la défense s'il a décidé de se faire assister par un avocat autre que celui désigné par le Prestataire. La présente garantie du Prestataire ne s'applique pas au Produit ou aux composants du Produit : (i) qui n'ont pas été fournis par le Prestataire, (ii) qui ont fait l'objet d'une modification, après remise par le Prestataire, que la contrefaçon alléguée découle ou pas d'une telle modification, (iii) quand le Client continue la prétendue activité contrefaisante malgré la signature d'une transaction ou la signification d'une décision de justice passée en force de chose jugée, (iv) si le Client ne met pas en œuvre les modifications conseillées par le Prestataire qui auraient écarté la qualification de contrefaçon, ou (v) si la contrefaçon alléguée résulte du manquement du Client à se conformer strictement aux dispositions du Contrat.

C. Garanties réciproques. Chacune des Parties déclare et garantit (i) qu'elle est habilitée à conclure le Contrat, et (ii) qu'elle ne transmettra pas à l'autre de Codes Malveillants (excepté les Codes Malveillants qui lui auront été transmis par l'autre partie).

IX. RESPONSABILITÉ

La responsabilité totale contractuelle, délictuelle ou d'une autre nature de l'une ou l'autre des Parties découlant du Contrat ou relative à celui-ci ne pourra en aucun cas dépasser le plus élevé des deux montants suivants : (i) les montants payés en vertu du Contrat dans les 12 mois qui précèdent l'incident ; ou (ii) le montant pris en charge par l'assurance de l'une ou l'autre Partie dans la mesure de son intervention dans le sinistre en question. Aucune des Parties ne pourra être tenue responsable par l'autre Partie d'un manque à gagner ou d'une perte de chiffre d'affaires ou de tout dommage indirect, spécial, accessoire, consécutif ou du coût du service de remplacement, quel qu'en soit le fondement, contractuel, délictuel ou autre, et que la Partie ait été ou non informée de la possibilité de dommages de cette nature.

X. DURÉE, RÉSILIATION ET FIN DU CONTRAT

A. Durée. Le Contrat prend effet à sa date de signature pour la durée prévue dans chaque Commande. Le Contrat sera automatiquement reconduit par périodes successives d'un (1) an, sauf si une Partie notifie l'autre de son souhait de ne pas reconduire une ou plusieurs Commandes au moins quatre-vingt-dix (90) jours avant le terme de la ou les Commandes en question auquel cas le Contrat expirera à son terme dans la mesure de la ou lesdites Commandes.

B. Résiliation anticipée. Chaque Partie sera en droit de mettre fin au Contrat immédiatement et de plein droit par lettre recommandée : (i) si après notification écrite à l'autre partie d'une violation grave et motivée du Contrat, il n'y est pas remédié à l'expiration d'un délai de soixante (60) jours à compter de la réception de la mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, ou (ii) si l'autre Partie fait l'objet d'un dépôt de bilan ou de toute autre procédure collective relative à une cessation de paiement, procédure de redressement judiciaire, liquidation ou cession au bénéfice de créanciers.

C. Réversibilité. À la demande du Client formulée par écrit dans les trente (30) jours de la date d'effet de la résiliation ou de l'expiration du Contrat, le Prestataire mettra à disposition du Client l'ensemble de ses Données sous des formats exploitables tels que fichier plat, fichier Excel et/ou extraction de base de données (dump). Le coût des opérations de réversibilité sollicitée par le Client sera calculé sur la base du temps passé au tarif journalier moyen de 950€ H.T. et ne sera en aucun cas inférieur à 2000€ HT. Au terme de cette période de trente (30) jours, le Prestataire n'aura aucune obligation de conserver ou de fournir les Données et, sauf interdiction légale, effacera celles-ci de ses systèmes.

D. Maintien en vigueur de certaines dispositions. Les articles VI. (Droits de propriété intellectuelle et autres droits), VII. (Confidentialité), VIII. C. (Exclusion), IX. (Responsabilité), X. C. (Réversibilité), XI (Notifications) et XII (Dispositions générales) resteront en vigueur après la résiliation ou l'expiration du Contrat.

XI. NOTIFICATIONS

Sauf stipulation contraire aux présentes, toutes les notifications, autorisations et approbations en vertu de du Contrat seront effectuées ou données par écrit et seront réputées effectuées ou données : (i) à la remise en mains propres, (ii) le deuxième Jour Ouvré suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, ou (iii) le premier Jour Ouvré suivant l'envoi par courrier électronique (étant entendu qu'un courrier électronique ne sera pas valide pour les notifications de résiliation). Les notifications seront adressées aux adresses précisées dans la Commande, sauf notification d'une nouvelle adresse par une des Parties à l'autre.

XII. DISPOSITIONS GENERALES

A. Droit applicable et juridictions compétentes. Le Contrat est soumis au droit français et relève de la compétence exclusive des tribunaux de Nanterre.

B. Relations entre les Parties. Les Parties sont des contractants indépendants. Le Contrat ne crée pas de relation de franchise, de joint-venture, de mandat,



d'emploi ou fiduciaire entre les Parties.

C. Travail clandestin. Le Prestataire déclare sur l'honneur qu'il satisfait aux obligations de la loi sur le renforcement de la lutte contre le travail dissimulé. A ce titre, le Prestataire s'engage à faire exécuter les prestations conformément aux dispositions applicables en droit du travail.

D. Renonciation. Le fait pour l'une ou l'autre Partie de ne pas exercer un droit en vertu du Contrat ou de s'en prévaloir tardivement ne vaudra pas renonciation à ce droit.

E. Autonomie des dispositions. Si l'une des dispositions du Contrat est jugée contraire à la loi par une juridiction compétente, elle sera modifiée et interprétée par la juridiction de manière à réaliser au mieux les objectifs de la disposition d'origine dans les limites maximales autorisées par la loi, et les autres dispositions du Contrat resteront en vigueur.

F. Cession. Sauf disposition contraire dans le Contrat,

aucune des Parties ne pourra céder ses droits ou obligations en vertu du Contrat, que ce soit de plein droit ou autrement, sans le consentement écrit préalable de l'autre Partie (lequel ne sera pas indûment refusé). Nonobstant ce qui précède, chacune des parties pourra céder le Contrat dans son intégralité, sans le consentement préalable de l'autre Partie, à l'une de ses sociétés liées ou dans le cadre d'une fusion, acquisition, restructuration ou cession de la totalité ou de la quasi-totalité de ses actifs n'impliquant pas un concurrent direct de l'autre Partie.

G. Intégralité des dispositions. Le Contrat constitue l'intégralité des accords entre les Parties et annule et remplace tous les accords, propositions ou déclarations antérieurs ou concomitants écrits ou oraux concernant son objet. Aucune modification ou renonciation à une disposition du Contrat ne prendra effet à moins qu'elle n'ait été écrite et signée par la Partie contre laquelle l'autre partie se prévaut de la modification ou renonciation ou qu'elle n'ait été acceptée électroniquement par cette Partie.



ANNEXE I - DONNEES PERSONNELLES

1. **Description du traitement** - Le Prestataire (ci-après, le « sous-traitant ») est autorisé à traiter pour le compte du Client (ci-après, le « responsable de traitement ») les données à caractère personnel nécessaires pour l'utilisation du Produit et la prestation des Services.

La nature des opérations réalisées sur les données est limitée à la collecte, la structuration, la conservation, la modification, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou l'effacement.

Le traitement a pour finalité de permettre le bon fonctionnement du Produit (exemple: création des droits pour accéder au Produit) et/ou d'offrir le bénéfice au responsable du traitement de toutes les fonctionnalités du Produit (exemple: conservation des données des personnes de contact des partenaires d'affaires du responsable du traitement).

Les catégories de personnes concernées et les données à caractère personnel traitées sont :

<u>CATEGORIES DE PERSONNES CONCERNEES</u>	<u>DONNEES PERSONNELLES TRAITEES</u>
Les utilisateurs	<ul style="list-style-type: none"> • Nom • Prénom • Adresse email • Numéro de téléphone/facsimile • Langue
Les partenaires d'affaires du responsable du traitement ou les personnes de contact au sein de ses partenaires d'affaires	<ul style="list-style-type: none"> • Nom • Prénom • Numéro d'identification • Fonction • Email • GSM • Numéro de téléphone/facsimile • Adresse

2. **Durée du traitement** - Les données personnelles seront traitées par le sous-traitant pendant la durée des Commandes et jusqu'à l'expiration de la période de trente (30) jours prévue pour la réversibilité des données comme stipulé à l'article XII. c des conditions générales.
3. **Obligations du sous-traitant** - Le sous-traitant s'engage à :
- Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet de la sous-traitance ;
 - Traiter les données conformément aux instructions documentées du responsable de traitement. Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement. En outre, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
 - Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.
4. **Sous-traitance** - Le sous-traitant peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Le responsable de traitement dispose d'un délai de trente (30) jours à compter de la date de réception de cette



information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant informe d'ores et déjà le responsable de traitement qu'il utilise les services de Microsoft AZURE pour l'hébergement des données faisant l'objet de la Commande ainsi que pour l'hébergement des applications et protocoles de sécurité.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

5. **Droit d'information des personnes concernées** - Il appartient au responsable de traitement de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.
6. **Exercice des droits des personnes** - Dans la mesure du possible, le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).
7. **Notification des violations de données à caractère personnel** - Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de vingt-quatre (24) heures après en avoir pris connaissance et par email à sa personne de contact au sein du responsable de traitement. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente et, le cas échéant, de la communiquer à la personne concernée.
8. **Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations** - Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données. Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.
9. **Mesures de sécurité** - Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, y compris entre autres, selon les besoins : a) la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ; b) des moyens permettant de garantir le confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes des services de traitement ; c) des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans les délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ; et d) une procédure visant à tester, à analyser, et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.
10. **Documentation** - Le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.



ANNEXE II- AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT

Cette annexe s'inscrit dans le cadre de toute Commande signée par le Client et le Prestataire. Elle est régie par les conditions générales auxquelles la Commande fait référence. Tout terme en majuscule qui n'est pas défini dans cette annexe sera défini par référence à la Commande et/ou aux conditions générales.

MANDAT DE PRELEVEMENT SEPA		
	FR81ZZZ673187	SYNERGEE
	Référence unique du mandat (35 caractères maximum)	Nom du créancier
En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez		
A) SYNERGEE (Nom du créancier) à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte		
B) votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SYNERGEE (Nom du créancier).		
Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous passées avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée :		
- dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé		
- sans tarder et au plus tard dans les 13 mois en cas de prélèvement non autorisé.		
Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque.		
Votre nom	Noms / prénoms du débiteur	01
Votre adresse	Numéro et nom de la rue	02
	Code postal Ville	03
	Pays	04
Les coordonnées de votre compte	Numéro d'identification international du compte bancaire – IBAN (International Bank Account Number)	05
	Code international d'identification de votre banque – BIC (Bank Identifier Code)	06
Nom du créancier	SYNERGEE FRANCE	07
	Nom du créancier	
	FR81ZZZ673187	08
	Identifiant créancier SEPA (35 caractères maximum)	
	1-3 BD CHARLES DE GAULLE	09
	Numéro et nom de la rue	
	92700 COLOMBES	10
	Code postal Ville	
	FRANCE	11
	Pays	
Type de paiement	Paiement récurrent / répétitif <input type="checkbox"/> Paiement ponctuel <input type="checkbox"/>	12
Signé à		13
Signature(s)	Lieu Date	
	Veuillez signer ici	
Note : Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque		
Informations relatives au contrat entre le créancier et le débiteur – fournies seulement à titre indicatif		
Code identifiant du débiteur	Indiquer ici tout code que vous souhaitez voir restituer par votre banque	14
Tiers débiteur pour le compte duquel le paiement est effectué (si différent du débiteur lui-même)	Nom du tiers débiteur ; si votre paiement concerne un accord passé entre (nom du créancier) et un tiers (par exemple, vous payez la facture d'une autre personne) veuillez indiquer ici son nom. Si vous payez pour votre propre compte, ne pas remplir	15
	Code identifiant du tiers débiteur	16
	Nom du tiers créancier : Le créancier doit compléter cette section s'il remet des prélèvements pour le compte d'un tiers	17
	Code identifiant du tiers créancier	18
Contrat concerné	Numéro d'identification du contrat	19
	Description du contrat	20
Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'oppositions, d'accès et de rectification tels que prévus aux articles 38 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.		
A retourner à :		Zone réservée à l'usage exclusif du créancier :



ANNEXE III- PREREQUIS TECHNIQUES

Navigateurs

Sont supportés dans leurs versions actuelles et la précédente sur les navigateurs suivants :

- Chrome
- Firefox
-

Sur les systèmes d'exploitation

- Windows 10
- Mac OS
- Android
- ios

^{DS}
LR

^{DS}
LD